DU BENIN

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE
(MAEP)

PROGRAMME CADRE DES INTERVENTIONS DU FIDA EN MILIEU RURAL AU BENIN (ProCaR)

PROJET D'APPUI A LA CROISSANCE ECONOMIQUE RURALE (PACER),
Volet « Pistes rurales »

FINANCEMENT : - PRET BOAD N° 2016044/PR BN 2 100
- GOUVERNEMENT DU BENIN

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET ANNUELS DU VOLET "PISTES RURALES" DU PACER EXERCICE 2018

Version finale

Décembre 2017

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION 4

2. DESCRIPTION DU PROJET 5

3. EVALUATION DES ACTIVITES PRELIMINAIRES ENGAGEES SUR L'AVANCE DE FONDS 8

4. STRATEGIE ET ACTIVITES DU PTA 2018 (DESCRIPTION) 9

7. BUDGET & PLAN DE FINANCEMENT 17

8. PLAN DE SUIVI-EVALUATION 30

ANNEXES 32

9. ANNEXE 1 : CADRE LOGIQUE AXE SUR LES RESULTATS DE DEVELOPPEMENT DU PRET BOAD POUR LE "VOLET PISTES RURALES"-PACER 33

10. ANNEXE 2 : CADRE DE MESURE DE RENDEMENT 35

Sigles et acronymes

ADV	Association de Développement Villageois
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AIB	Appui aux institutions de base
ASF	Association de Service Financier
AVC	Association Villageoise de Commercialisation
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CDCC	Comité Départemental de Concertation et de Coordination
CNP	Comité National de Pilotage
CNOS	Comité National d'Orientation et de Suivi
COROS	Comité Régional d'Orientation et de Suivi
COSOP	Country Strategic Opportunities Programme
CP	Coordonnateur du Programme
CRCO	Comité régional de concertation et d'orientation
CRP	Comité Régional de Pilotage
CSE	Cellule Suivi-Evaluation
CVC	Comité Villageois de Concertation
CVD	Comité Villageois de Développement
DDAPLN	Direction Départementale de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales
DEP	Diagnostic Evaluation Participatif
DPNV	Diagnostic Participatif Niveau Village
DPP	Direction de la Programmation et de la Prospective
FBS	Fonds Belge de Survie
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FR	Financement rural
GF	Groupement Féminin
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GJ	Groupement des Jeunes
IEC	Information, Education et Communication
IFDC	International Fertilizer Development Center
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MCL	Maison des Collectivités Locales
MEF	Micro-Entreprise Féminine
MF	Ministère des Finances
MOD	Maîtrise d'Ouvrage Délégué
MPE	Micro et Petite Entreprise
OCS	Observatoire du Changement Social
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
OPP	Opérateur Partenaire Polyvalent
OPS-FR	Opérateur Partenaire Spécialisé en Financement Rural
PACER	Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale
PADER	Programme d'Appui au Développement Rural
PADPPA	Programme d'Appui au Développement Participatif de la Pêche Artisanale
PAGER	Projet d'Activités Génératrices de Revenus
PAI	Plan Annuel d'Investissement

PAPSFRA	Projet d'Appui à la Promotion des Services Financiers Ruraux Adaptés
PDC	Plan de Développement Communal
PDRT	Programme de Développement des plantes à Racines et Tubercules
PDV	Plan de Développement Villageois
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNDCC	Programme National de Développement Conduit par les Communautés
PNOPPA	Plateforme Nationale des Organisations Professionnelles et Producteurs Agricoles du Bénin
PPA/PDRT	Programme de pérennisation des acquis de l'ex-PDRT
PROMIC	Projet de Microfinance et de Commercialisation
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PUASA	Programme d'Urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire
R&T	Racines et Tubercules
RAF	Responsable Administratif et Financier
RAGR	Responsable Activités Génératrices de Revenus
RAIB	Responsable Appui aux Institutions de Base
RFR	Responsable Financement Rural
RSE	Responsable Suivi-Evaluation
RURA	Responsable d'Unité Régionale d'Appui
SAE	Services d'Appui aux Entreprises
SEP	Suivi Evaluation Participatif
SFD	Système Financier Décentralisé
TS	Technicien Spécialisé
UCP	Unité de Coordination du Programme
URA	Unité Régionale d'Appui

1. Introduction

- Présentation succincte du document et du processus suivi pour son élaboration

Le présent document de programme de travail et budget annuel (PTBA) comporte six (6) principales parties : i) évaluation sommaire des activités engagées en 2016 et progrès enregistrés dans la mise en œuvre, ii) choix stratégiques et activités par composante, iii) budget et plan de financement, iv) plan de passation de marché, v) plan de suivi-évaluation. Il est le fruit de concertation entre les parties prenantes à la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER). Les collectivités locales ainsi que les cadres de l'UCP et des Unités régionales d'appui ont proposé des activités à mener en prenant appui sur les actions prévues en 2017 mais non réalisées pour raison de non disponibilité de ressources, et qui méritaient alors d'être reportées en 2018. Au cours de ce processus, il a été tenu grand compte des orientations contenues dans l'accord de prêt signé entre la BOAD et le Gouvernement béninois par échange de courriers, le 04 janvier 2017. Le présent programme de travail est le fruit de ce processus.

Démarré le 14 octobre 2010, le financement FIDA du PACER a été clôturé le 30 juin 2017. Le dernier semestre d'exécution du financement FIDA coïncide avec la signature de l'accord du prêt BOAD (janvier 2017), la ratification dudit accord par l'Assemblée nationale et le Gouvernement béninois (mai-juin 2017). Le second semestre de 2017 a enregistré l'inscription de l'accord au Journal Officiel, l'obtention de l'avis juridique de la Cour suprême (juillet 2017), la mise en vigueur du prêt par la BOAD (le 09 août 2017) et la poursuite du processus de levée des conditions de première mise à disposition des fonds par la BOAD.

Le présent document qui est le Programme de Travail et Budget Annuels (PTBA), exercice 2018 du volet « Pistes rurales » PACER, fait une brève présentation du projet avant d'aborder les activités programmées en 2018 et le budget y afférent.

- Sommaire du PTBA 2018 et éléments principaux pour mesurer son succès (+ estimation du budget annuel global)

Le montant global du PTBA 2018 du volet « Pistes rurales » du PACER s'élève à **3 376 745 598 FCFA**. La structure dudit budget montre clairement que c'est la composante « Infrastructures rurales » qui absorbe la majeure partie (97,74%) en vue du démarrage des travaux de réalisation des pistes. Tenant compte de la dotation annuelle accordée au PACER par le MAEP et de l'éventualité de la lenteur des procédures, il n'a été budgétisé en 2018 que les fonds nécessaires pour la réalisation de 125 kilomètres de pistes (sur les 250,57 km à réaliser). La composante coordination consomme 2,26% du budget. Suivant les sources de financement, le PTBA sera financé à hauteur de 2.733.065.115 FCFA par la BOAD (soit 80,9%), et 643.680.484 FCFA par le budget national (soit 19,1%). Différents outils sont mis en place pour la mesure des avancements accomplis. Une base de données informatisée a été conçue pour le suivi global du PACER (les indicateurs du cadre logique, les promoteurs de microprojets appuyés et subventionnés, les exploitants de bas-fonds aménagés, les organisations professionnelles agricoles appuyées, les exploitants des infrastructures marchandes réalisées, pistes rurales réhabilitées/construites, etc.). Le renseignement de la base est actuellement opérationnel. Mais une étude de référence orientée sur les spécificités du volet « pistes rurales » devra être réalisée pour apprécier la valeur initiale des indicateurs spécifiques audit volet.

2. Description du projet

- **Sommaire du projet (Les principales dates du projet)**

Etape	Date
Approbation et signature de l'accord de prêt BOAD	BOAD : 28/12/2016 Bénin : 04/01/2017
Entrée en vigueur	09/08/2017
Examen à mi-parcours	A déterminer
Achèvement	12 mois après la date de mise en vigueur
Clôture	18 mois après la date de mise en vigueur

- **Contexte de mise en œuvre**

D'un coût total prévisionnel de 47,78 millions d'USD, le Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER) devait être financé par un don et un prêt du FIDA (17,924 millions d'USD, soit 37,5% du coût total du projet), un prêt de la BOAD (9,061 millions d'USD, soit 19%), un don du PNUD (3,040 millions d'USD, soit 6,4%), un don de la FAO (0,5 million d'USD, soit 1%), une contribution du Gouvernement du Bénin (4,388 millions d'USD, soit 9,2%), des Bénéficiaires (2,931 millions d'USD, soit 6,1%), et des Institutions financières partenaires (9,937 millions d'USD, soit 20,8%).

Cette structure initiale de financement du projet a été modifiée en cours de mise en œuvre, à cause de l'indisponibilité du financement des autres partenaires techniques et financiers, notamment la FAO, le PNUD et la BOAD.

Tandis que les apports attendus de la FAO et du PNUD ont été entièrement sortis du plan de financement du projet à la revue à mi-parcours, il a été noté une évolution dans l'éventualité du financement de la BOAD depuis qu'en juin 2013, elle a accordé une avance de fonds pour la réalisation des études de faisabilité et d'avant-projet détaillé du volet « pistes rurales » du projet. Lesdites études ayant été réalisées et les rapports validés en juillet 2014 et déposés au siège de la BOAD à Lomé, le 07 août 2014, la certitude du financement BOAD s'est reprécisée suite à la mission d'évaluation envoyée au Bénin par cette institution en mai 2015.

Cette mission d'évaluation a abouti à l'accord de prêt signé, par échange de courriers, en décembre 2016 et janvier 2017, respectivement par la BOAD et le Gouvernement du Bénin. Selon cet accord, la BOAD participera au financement du volet « pistes rurales » du PACER pour un montant de 6,5 milliards de francs CFA.

Le PACER était prévu pour une durée de six ans. Il a démarré en octobre 2010 avec le financement du FIDA dont la clôture est intervenue le 30 juin 2017. Mais l'exécution du Projet va se poursuivre à travers la mise en œuvre du volet « Pistes rurales » sur financement de la BOAD, pour une période de dix-huit (18) mois complémentaires, pour compter de la date de mise en vigueur du prêt par la BOAD.

- **Stratégies de mise en œuvre (y compris les mesures de durabilité)**

Conformément à la stratégie globale de mise en œuvre du PACER, l'exécution du volet « pistes rurales » se fera selon le principe du "faire-faire" en faisant recours à des prestataires de service et des partenaires stratégiques. Cinq types de prestataires de services seront associés à la mise en œuvre : (i) les entreprises, dont certaines seront chargées de la réalisation des travaux de réhabilitation/construction des pistes et d'autres se verront confiés les travaux de génie civil découlant du Plan de gestion environnemental et Social (PGES) tels que la construction des clôtures des écoles et centres de santé riverains et la construction d'un module de trois classes (+bureau et magasin) ; (ii) les cabinets/bureaux d'études dont certains seront chargés des diverses études (études de faisabilité des pistes, études d'impact environnemental et social, …) et d'autres, du contrôle des travaux ; (iii) les institutions spécialisées étatiques, partenaires stratégiques (DGR, DDAEP, ABE, CE/MAEP) qui seront mises à contribution pour la supervision des travaux (cas de la DGR et des DDAEP) et le suivi environnemental (cas de l'ABE et de la CE/MAEP) ; (iv) les collectivités locales qui seront mises à contribution pour la fourniture de jeunes plants d'arbres et le reboisement compensatoire le long des pistes (dans le cadre de la mise en œuvre du PGES) ; (v) les ONG spécialisés en santé communautaire qui seront chargées des actions de sensibilisation sur la santé et la sécurité et la dotation des ouvriers en équipements de protection individuelle (EPI) et préservatifs (un autre aspect du PGES).

Les entreprises, bureaux d'études et ONG seront recrutés par appels à concurrence tandis que les partenaires stratégiques (institutions étatiques spécialisées et collectivités locales) seront cooptés sur la base de conventions de partenariat.

A la fin des travaux, les pistes rurales seront remises aux Communes qui devront en assurer l'entretien courant et périodique, conformément à la Stratégie Nationale de Transport Rural (SNTR), avec l'appui du Conseil National du Transport Rural (CNTR). A cet égard, un document descriptif des travaux d'entretien annuel et périodique sera établi par l'UCP et la DGR préalablement à l'exécution des travaux et sa mise en œuvre sera validée avec les responsables de la Commune et les responsables des Associations communales d'entretien des pistes.

L'entretien manuel sera confié aux Associations communales d'entretien situées le long des pistes. Cet entretien comprend les tâches de désherbage, de curage manuel de fossés latéraux et divergents, de bouchage des nids de poules et de curage des dalots et buses. Le projet assurera la formation de ces Associations et mettra des équipements de cantonnement à leur disposition sous l'autorité des Conseils communaux. Ces derniers organiseront la gestion et l'usage de ces équipements aux fins des travaux d'entretien des pistes dont ils auront bénéficié.

Objectifs du projet

L'objectif général du PACER est de contribuer à la création de conditions nécessaires à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté en milieu rural.

Les trois objectifs spécifiques (OS) du PACER sont les suivants :

OS1 : Appuyer le développement des MPE et des AGR agricoles ou extra agricoles intervenant dans le cadre des filières retenues et contribuant à la croissance économique en milieu rural ;

OS2 : Appuyer les MPE dans le développement de leurs organisations professionnelles à la base et dans l'amélioration de leurs capacités pour faciliter leur insertion durable dans les circuits du marché;

OS3 : Soutenir la promotion d'infrastructures rurales utiles à l'amélioration des conditions de mise en marché des produits agricoles et à l'augmentation des revenus des populations cibles.

Le volet « pistes rurales » financé par la BOAD contribuera à l'atteinte de l'objectif spécifique OS3.

- **Les composantes du projet**

Le PACER est structuré à l'origine autour de trois (03) composantes à savoir :

1. Appui au développement des filières (ADF)
2. Infrastructures rurales (IR)
3. Coordination et partenariats stratégiques.

Les activités de la composante ADF ayant été réalisées sur financement FIDA, elles sont donc clôturées depuis le 30 juin 2017.

Le prêt de la BOAD sera donc articulé autour des deux autres composantes :

- ✓ Composante 2 : Infrastructures rurales et ;
- ✓ Composante 3 : Coordination et partenariats stratégiques.

- **Groupes cibles**

Les groupes cibles du PACER sont les couches les plus vulnérables et démunies du milieu rural et œuvrant dans les filières promues par le Projet (riz, ananas, cultures maraîchères, racines et tubercules, soja), avec un accent particulier sur :

- ✓ les jeunes et les femmes ;
- ✓ les ménages en insécurité alimentaire.

Spécifiquement, il s'agira d'impacter :

- ✓ 400 micros et petites entreprises (MPE) agricoles et para-agricoles ;
- ✓ 200 groupements d'activités génératrices de revenus (AGR) ;
- ✓ 1200 exploitants de bas-fonds aménagés ;
- ✓ Des unions professionnelles agricoles ;
- ✓ Des usagers des infrastructures marchandes construites ;
- ✓ Des usagers des pistes rurales réhabilitées/construites.

Au total, les groupes cibles bénéficiant directement des actions du projet sont estimés à 72 000 personnes, alors que les personnes indirectement touchées (emplois indirects induits, revenus complémentaires pour les ménages) seraient de l'ordre de 242 000 personnes. Ils sont répartis dans 281 villages répartis dans 56 Communes. Au terme du projet, 117 375 personnes ont

été touchées par les actions du projet. Parmi ces villages, on distingue 241 villages de concentration (134 à forte intervention du projet, 107 à moyenne intervention) et 40 villages à faible intervention.

- **Sources de financement du projet**

Le coût global du volet « Pistes rurales » du PACER s'élève à 7,266 milliards de Francs CFA hors taxes, répartis entre l'Etat béninois (766 millions FCFA) et la BOAD (6,5 milliards FCFA), pour une durée de dix-huit (18) mois (dont 12 mois de travaux).

Le tableau ci-dessous indique la structure de ce financement.

Tableau n°1 : Structure du financement du volet « pistes rurales » du PACER

Volet « Pistes de desserte rurale » du PACER	**BOAD hors taxes (en millions de FCFA)**	**ETAT hors taxes (en millions de FCFA)**
1. Etudes	147	-
2. Travaux	4929	685
3. Contrôle et surveillance	366	-
4. Mesures environnementales et sociales	317	24
5. Appui institutionnel (DGR, DDAEP)	68	-
6. Unité de coordination et de gestion du projet	190	-
7. Imprévus :		
7.1. Physiques (5%)	293	35
7.2. Hausse des prix (3%)	189	22
COUT TOTAL HT (en millions FCFA)	**6500**	**766**

Selon l'accord de prêt, l'Etat béninois s'engage en outre, à prendre en charge **les taxes (TVA et droits de douanes)** et tout **dépassement éventuel** du coût du projet.

3. Evaluation des activités préliminaires engagées sur l'avance de fonds

Au 31/07/17, le montant total décaissé est de 147 614 290 FCFA FCFA, y compris les paiements directs (32 224 592 FCFA effectué par la BOAD à l'Agence Béninoise pour l'Environnement au titre de la redevance pour la validation du rapport de l'étude d'impact environnemental et social et 14,1 milliards versés à PERS-BTP au terme de la réalisation des études complémentaires relatives aux aspects hydrologiques et hydrauliques). En considérant le montant **révisé** de l'avance de fonds accordée par la BOAD qui est de 148 000 000 FCFA, ce montant décaissé représente un taux d'exécution financière de 99,74%. Sur cette base, le reliquat disponible sur le compte du Projet est de 385 710 FCFA. Les déboursements ainsi que les taux de réalisation par composante se présentent comme suit : 124 088 892 FCFA (composante Infrastructures rurales ; soit 84,06% et 23 525 398 FCFA (composante coordination ; soit 15,94%).

Les principales réalisations physiques depuis le démarrage du projet sont : (i) réalisation des études de faisabilité technico-économique et d'impact environnemental et social en 2014 ; (ii) réalisation des études complémentaires relatives aux aspects hydrologiques et hydrauliques en vue du dimensionnement des ouvrages de franchissement ainsi qu'aux changements portés aux caractéristiques techniques des pistes prioritaires retenues (études démarrées en 2016 et achevées au premier trimestre 2017) ; (iii) les démarches pour la levée des conditionnalités de mise en vigueur du prêt (ratification de l'accord de prêt par l'Assemblée nationale et le Gouvernement béninois ; inscription au Journal Officiel ; obtention de l'avis juridique) ; (iv) l'obtention de la mise en vigueur du prêt par la BOAD ; (v) obtention du certificat de conformité environnementale, (vi) inscription du projet au Programme d'investissement public (PIP) pour 2017 et 2018 ; (vii) élaboration de la feuille de route du Chef projet ; (viii) la poursuite du processus d'indemnisation des populations affectées par les travaux.

4. Stratégie et activités du PTA 2018 (Description)

- **Stratégie à mettre en œuvre au niveau de la composante**

Cette composante s'emploie à créer les conditions propices au développement des maillons des filières par la mise à disposition d'infrastructures de production (aménagements de bas-fonds) et de mise en marché des produits (magasins-boutiques et hangars de marché) ainsi que par la réhabilitation de pistes rurales.

Spécifiquement, les ressources de la BOAD ont été mobilisées pour la réhabilitation/construction de 250,57 kilomètres de pistes identifiées pour désenclaver les bassins de production situées dans les zones d'intervention du projet, en facilitant l'évacuation des produits vers les marchés.

En raison des expériences passées, des leçons apprises et des orientations stratégiques contenues dans la SCRP et dans le Plan Stratégique de Développement du Secteur Agricole (PSDSA), le PACER, pour être efficace et atteindre ses objectifs dans la mise en œuvre du volet « Pistes rurales », devrait être exécuté sur la base des principes et des stratégies suivants : i) l'orientation des interventions dans un cadre de développement du Partenariat public-privé (PPP), comme élément stratégique majeur et permanent dans son exécution ; ii) le développement de synergies et de complémentarités avec les projets du portefeuille FIDA et BOAD et avec les autres projets des autres PTF intervenant dans le même domaine ; iii) la prise en compte des principes et orientations contenues dans la stratégie nationale du transport rural (SNTR) ; (iv) l'intervention en conformité avec les dispositions de la décentralisation dans les domaines relevant de la compétence des collectivités ; v) le développement d'une stratégie facilitant le désengagement du projet et l'appropriation des acquis par les bénéficiaires.

- **Activités à mettre en œuvre**

- Boucler les conditionnalités de première mise en place des fonds par la BOAD ;
- Démarrer les travaux de réhabilitation/construction des pistes rurales ;
- Acquérir les petits matériels d'entretien des pistes à mettre à la disposition des Communes et Associations d'entretien des pistes ;

- Acquérir les équipements et matériels de fonctionnement du projet ;
- Assurer la gestion administrative, financière et comptable du projet ainsi que le suivi-évaluation et les partenariats stratégiques ;
- Mettre en oeuvre les mesures environnementales et sociales devant permettre d'atténuer les impacts négatifs sur l'environnement physique et humain, en phase de réhabiltation/ construction des pistes.

- **Résultats attendus y compris les indicateurs suivi-évaluation/SYGRI**

Le tableau ci-dessous montre les différentes cibles à atteindre durant l'année 2018. Une première tranche de 125 km de pistes rurales (sur les 250,57 km prévus) va connaître le démarrage des travaux de réhabilitation/construction.

EFFETS ESCOMPTES	INDICATEURS CLES			PROGRAMMATION	
	INTITULES INDICATEURS	BASES	REALISES 2017	CIBLES 2018	OBSERVATIONS
COMPOSANTE 2: *INFRASTRUCTURES RURALES*					
Effet 3- Améliorer l'accès aux infrastructures d'appui à la production et à la mise en marché	Le nombre de moyens de transport (par type) utilisant les pistes aménagées a augmenté de 10% à la fin du projet	0	NA	0%	Le démarrage des travaux est escompté vers Avril (dans le Sud) et vers Novembre (dans le Nord)
Produit 3.1 : Des zones à haut potentiel productif sont désenclavées	Km de pistes rurales construites/réhabilitées	0	NA	125 Km réalisés	
	Nombre de localités desservies par les pistes aménagées	0	NA	A préciser	

5. Plan de travail annuel par composante

Cette rubrique décrit les activités prévues et les ressources financières et humaines disponibles pour leurs réalisations. Les calendriers de mise en œuvre, avec des étapes pertinentes sont également mentionnés.

- **<u>Composante Infrastructures rurales</u>**

CODE	Composante : INFRASTRUCTURES RURALES (Volet Pistes rurales sur Financement BOAD)
2.1.1	***Output 2.1.1 : Des zones à haut potentiel productif sont désenclavées***
2.1.1.B	Activité B : Recruter les bureaux d'études pour le contrôle des travaux
2.1.1.C	Activité C : Sélectionner les entreprises pour l'exécution des travaux
2.1.1.D	Activité D : Mettre en place et former les comités de gestion et d'entretien des pistes réalisées

2.1.1.B. Recruter les bureaux d'études pour le contrôle des travaux

Il est prévu le recrutement de cinq (5) bureaux d'études devant assurer le contrôle des travaux à réaliser, le processus de leur sélection a été enclenché en 2016 par le lancement d'un avis à manifestation d'intérêts (AMI). L'avis de non objection de la BOAD sur la liste des bureaux d'études présélectionnés a été obtenu en mars 2017. Il est prévu que le processus de recrutement des

bureaux d'études (finalisation de la demande de propositions suivant le modèle BOAD, lancement de la demande de propositions, dépouillement des propositions et adjudication des marchés) soit achevé et les contrats signés au plus tard en mars 2018, pour un montant de 182 583 700 FCFA.

Il est également prévu que les conventions de partenariat soient signés, au plus tard en mars 2018, avec la DGR (pour 3.920.000 FCFA) et les DDAEP (pour 26.496.000 FCFA) pour la supervision des travaux ainsi qu'avec l'ABE et la CE/MAEP pour le suivi environnemental (pour un montant combiné de 10 millions FCFA).

Les détails des dépenses projetées en 2018 sont reportés dans le tableau ci-après :

Inputs	Unité	Quantité	Période d'exécution												Montant (x 1000 F CFA)
			Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Aou	Sept	Oct	Nov	Déc	
Activité 2.1.1.B : Recruter les bureaux d'études pour la réalisation des études de faisabilité, des études techniques et le contrôle des travaux															
Input 7 : Elaboration de la Demande de Propositions pour la sélection (DP) pour la sélection des bureaux de contrôle et de surveillance des travaux	DP														Sans coût
Input 8 : Sélection des des bureaux de contrôle et de surveillance des travaux et signature des marchés	Bureau d'études				5										Sans coût
Input 9 :Contrôle et surveillance des travaux par les bureaux d'études	Km	125,00								25,0		50,0		50,0	182 583,7
Input 10 : Suivi/supervision par les DDAEP	Forfait	0,50								0,2			0,3		26 496,0
Input 11: Suivi/supervision par la DGR	Forfait	0,50								0,2			0,3		3 920,0
Input 12 : Suivi environnemental par l'ABE	Forfait	0,50								0,2			0,3		10 000,0
TOTAL															**222 999,7**

2.1.1.C. Sélectionner les entreprises pour l'exécution des travaux de réhabilitation des pistes

Les travaux de réhabilitation/construction des pistes rurales, la surveillance des travaux, la maîtrise d'ouvrage et le suivi environnemental budgétisés pour 2016 s'élèvent à 637,415 millions FCFA. Tenant compte de la dotation annuelle accordée par le MAEP au PACER au titre de 2018 et de l'éventualité de la lenteur des procédures de première mise à disposition des fonds par la BOAD, il n'a été budgétisé en 2018 que les avances pour 125 kilomètres de pistes (sur les 250,57 km prévus).

Pour cela, il est prévu que le processus de recrutement des entreprises devant réaliser les travaux (finalisation du DAOI suivant le modèle BOAD, lancement de l'appel d'offres, dépouillement des offres et adjudication des marchés) soit achevé et les contrats signés au plus tard en mars 2018.

Dans le cadre de la mise en œuvre des mesures d'atténuation découlant du Plan de gestion environnemental et Social (PGES), il est également en 2018 de : (i) recruter des entreprises nationales de génie civil qui se verront confiés les travaux de construction de 2500 ml de clôtures des écoles et centres de santé riverains et la construction d'un module de trois classes (+bureau et magasin) ; (ii) contractualiser (sur base de conventions) avec les collectivités locales pour la fourniture de 25000 jeunes plants d'arbres et le reboisement compensatoire le long des pistes (dans le cadre de la mise en œuvre du PGES) ; (iii) recruter des ONG nationales spécialisées en santé communautaire qui seront chargées des actions de sensibilisation sur la santé et la sécurité et la dotation des ouvriers en équipements de protection individuelle (EPI) et préservatifs (un autre aspect du PGES).

Pour faciliter l'entretien des pistes (après leur réhabilitation/construction) par les Associations communales d'entretien des pistes, il est prévu de les doter de petits matériels de cantonage.

Les détails des dépenses projetées en 2018 sont reportés dans le tableau ci-après :

Inputs	Unité	Quantité	Période d'exécution												Montant (x 1000 F CFA)
			Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Aou	Sept	Oct	Nov	Déc	
Activité 2.1.1.C : Sélectionner les entreprises pour l'exécution des travaux															
Input 1 : Elaboration du dossier d'appel d'offres international (DAOI) pour la sélection des entreprises de réhabilitation/construction de pistes	DAOI	0													Sans coût
Input 2 : Elaboration de dossier d'appel d'offres national (DAON) pour la sélection des entreprises de réalisation des travaux de mesures environnementales et sociales	DAON	2	2												Sans coût
Input 3: Sélection des entreprises et signature des marchés de travaux de réhabilitation/construction de pistes	Entreprise	5						5							Sans coût
Input 4: Sélection des entreprises et ONG partenaires et signature des marchés de travaux de mesures environnementales et sociales : (i) construction de clôture d'écoles et centres de santé, (ii) construction d'un module de 3 salles de classes+bureau+magasin, (iii) sensibilisation sur santé et sécurité et dotation des ouvriers en EPI et préservatifs	Entreprise /ONG	9						9							Sans coût
Input 5 : Exécution des travaux de réhabilitation/construction de pistes par les 5 entreprises recrutées à cet effet	Km	125,0								25,0		50,0		50,0	2 799 611,09
Input 6 : Exécution des travaux de construction de 2500 mètres de clôture d'écoles et de centre de santé et d'un module de 3 salles de classes+bureau+magasin, par les 4 entreprises recrutées à cet effet	lot	4,0											2,0	2,0	88 880,00
Input 7 : Conventions avec les 18 Communes pour la fourniture de 25000 jeunes plants d'arbres et le reboisement compensatoire le long des pistes	lot	18,0						4,0	4,0		4,0	6,0			24 500,00
Input 8 : Exécution des actions de sensibilisation sur les aspects liés à la santé et la sécurité et dotation des ouvriers sur les chantiers en	lot	5,0								1,0		2,0		2,0	24 300,00

équipements de protection individuelle (EPI) et en préservatifs, par les 5 ONG partenaires recrutées à cet effet															
Input 9 : Acquisition de petits matériels d'entretien des pistes	lot	18							18						69 000,0
Input 10 : Salaire du Chef projet	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	15 600,0
Input 11 ; Salaire du Responsable de la composante	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	13 200,0
Input 12 : Salaire du Comptable	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	10 800,0
Input 13: Salaire du chauffeur	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	3 600,0
Input 14 : Part patronale	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	4 800,0
TOTAL															**3 077 299,1**

2.1.1.D Mettre en place et former les comités de gestion et d'entretien des pistes réalisées

Il s'agit pour les opérateurs partenaires de mener les sensibilisations sur l'entretien des pistes réhabilitées et d'accompagner les mairies dans la mise en place/renforcement des comités locaux de gestion et d'entretien des pistes, sur la base des équipements dont l'acquisition est budgétisée dans le tableau précédent.

Au cours de l'année 2018, en dehors de l'activité de mise en place des Associations ou comités de gestion/entretien des pistes (qui est sans coût particulier), il est budgétisé la formation desdits comités.

Les détails des dépenses sont reportés dans le tableau ci-après :

Inputs	Unité	Quantité	Période d'exécution												Montant (x 1000 F CFA)
			Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Aou	Sept	Oct	Nov	Déc	
Activité 2.1.1.D : Mettre en place et former les comités de gestion et d'entretien des pistes réalisées															
Input 1 : Mettre en place les comité de gestion des pistes	Comité	0													Sans coût
Input 2 : Formation des membres de comités communaux d'entretien des pistes et des agents des DDAEP, de l'UCP et de la CNTR, en techniques d'entretien de pistes rurales	personne	0													23 000,0
TOTAL															**0**

- **<u>Composante Coordination et gestion du partenariat stratégique</u>**

Il s'agit des activités de coordination avec des coûts récurrents de gestion administrative, financière et comptable (fonctionnement et entretien des moyens de transport et autres matériels de bureau, autres charges de récurrentes), de suivi-évaluation, de gestion des partenariats, etc.

CODE	***Composante : COORDINATION ET GESTION DU PARTENARIAT STRATEGIQUE***
3.1.1	***Produit 3.1.1 : La mobilisation des ressources, la planification des activités et leur mise en œuvre sont efficaces et efficientes***
3.1.1.A	Activité A : Faire valider le PTBA par le CNP
3.1.1.B	Activité B : Elaborer régulièrement les DRF et les DANO
3.1.1.C	Activité C : Produire annuellement les états financiers
3.1.1.D	Activité D : Faire annuellement l'inventaire du patrimoine du PACER
3.1.1.E	Activité E : Réaliser annuellement les audits financiers et comptables du PACER
3.1.1.E.1	Input 1 : Appui à la mise en place d'un système de contrôle financier interne
3.1.1.E.2	Input 2 : Audit annuel des comptes du PACER (2016)
3.1.1.F	Activité F : Suivre la reconstitution du compte spécial

3.1.1.G	Activité G : Assurer la gestion matérielle et financière de l'UCP et des URA conformément au manuel de procédure administrati ve, financière et comptable
3.1.1.G.1	Input 1 : Véhicule 4X4 double cabine HT (volet pistes)
3.1.1.G.2	Input 2 : Ordinateurs (volet pistes)
3.1.1.G.3	Input 3 : Carburant véhicule (volet pistes)
3.1.1.G.4	Input 4 : Lubrifiants (volet pistes)
3.1.1.G.5	Input 5 : Entretien et réparation (volet pistes)
3.1.1.G.6	Input 6 : Electricité, eau, fournitures de bureau, téléphone (volet pistes)
3.1.1.H	Activité H : Veiller à un bon cadrage et à une bonne articulation des activités des composantes
3.1.1.I	Activité I : Evaluer périodiquement le personnel du projet
3.1.1.J	Activité J : Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités du personnel du PACER
3.1.2	***Produit 3.1.2 : Le système de suivi-évaluation du projet est performant***
3.1.2.A	Activité A : Suivre la mise en œuvre des activités par les prestataires
3.1.2.A.1	Input 1 : Frais de mission à l'intérieur du pays (volet pistes) y inclus missions exclusives de la CSE
3.1.2.A.2	Input 2 : Frais de mission à l'extérieur (Lomé) (pour volet pistes)
3.1.2.A.3	Input 3 : Mission SSE (missions exclusives de la CSE)
3.1.2.B	Activité B : Organiser des réunions périodiques avec les prestataires
3.1.2.C	Activité C : Organiser l'évaluation participative des actions du PACER dans les zone d'intervention
3.1.2.C.1	Input 1: Réaliser l'étude de référence du projet (volet pistes)
3.1.2.C.2	Input 2: Réaliser l'évaluation finale du projet (volet pistes)
3.1.2.D	Activité D : Appuyer les composantes techniques du PACER dans le suivi des activités sur le terrain
3.1.2.E	Activité E : Appuyer la cellule de suivi-évaluation du PACER
3.1.2.E.1	Input 1 : Appui saisie données
3.1.2.F	Activité F : Mettre en œuvre des actions de communication sur le programme
3.1.2.G	Activité G : Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication des acquis volet pistes du PACER
3.1.2.H	Activité H : Produire périodiquement et à temps, les divers rapports du PACER
3.1.2.I	Activité I : Développer une synergie avec la CSE du MAEP dans le suivi du PACER
3.2.1	***Produit 3.2.1 : Une complémentarité/synergie des actions entre le projet et les partenaires stratégiques est assurée***
3.2.A	Activité A : Développer et maintenir une stratégie proactive en matière de partenariat
3.2.B	Activité B : Promouvoir et rendre dynamique des mécanismes et des cadres de concertation

3.1.1.A Faire valider le PTBA par le CNP

Cette activité qui n'engendre pas de coût en cette première année où la mise en vigueur du prêt BOAD n'est pas encore effective, entre dans le cadre des activités permanentes de l'UCP.

3.1.1.B Faire Elaborer régulièrement les DRF et les DANO

Cette activité qui n'engendre pas de coût entre dans le cadre des activités permanentes du Responsable administratif et financier et des responsables de composante.

3.1.1.C Produire annuellement les états financiers

Il s'agit d'une activité périodique du Responsable administratif et financier. Cette activité n'engendre pas de coût.

3.1.1.D Faire annuellement l'inventaire du patrimoine du PACER

Il s'agit d'une activité périodique du Responsable administratif et financier. Cette activité n'engendre pas de coût

3.1.1.E Réaliser annuellement les audits financiers et comptables du PACER

Il s'agit d'une activité périodique sous la supervision du Responsable administratif et financier. Elle est budgétisée en 2018 pour un montant de **5 millions FCFA**.

3.1.1.F Suivre la reconstitution du compte spécial

Il s'agit d'une activité périodique du Responsable administratif et financier. Cette activité n'engendre pas de coût.

3.1.1.G Assurer la gestion matérielle et financière de l'UCP et des URA conformément au manuel de procédure administrative, financière et comptable

Il s'agit d'une activité périodique du Responsable administratif et financier dont le coût s'élève à **48,468 millions FCFA** réparti ainsi qu'il suit :

Inputs	Unité	Quan-tité	Période d'exécution Janvier à décembre												Montant (x 1000 F CFA)
			Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Aoû	Sep	Oct	Nov	Déc	
Input 1 : Véhicule 4X4 double cabine HT (volet pistes)	unité	1							1						18 000,0
Input 2 : Ordinateurs (volet pistes)	unité	2							2						1 500,0
Input 3 : Carburant véhicule (volet pistes)	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	20 088,0
Input 4 : Lubrifiants (volet pistes)	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1 080,0
Input 5 : Entretien et réparation (volet pistes)	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1 800,0
Input 6 : Electricité, eau, fournitures de bureau, téléphone (volet pistes)	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	6 000,0
TOTAL															**48 468,0**

3.1.1.H Veiller à un bon cadrage et à une bonne articulation des activités des composantes

Il s'agit d'une activité périodique du Coordonnateur du ProCaR, du Chef du projet et du Responsable administratif et financier et est sans coût.

3.1.1.I Evaluer périodiquement le personnel du projet

Cette activité qui n'engendre pas de coût est périodique et sera réalisé par la Coordination du Projet.

3.1.2.A Suivre la mise en œuvre des activités par les prestataires

L'équipe de l'Unité de Coordination du Projet (Coordonnateur du ProCaR, Chef projet, Responsable de composante, Cellule Suivi Evaluation du projet, Responsable passation de marchés, etc.) effectuera des missions périodiques de suivi des activités des prestataires.

Inputs	Unité	Quantité	Période d'exécution Janvier à décembre												Montant (x 1000F CFA)
Input 1 : Frais de mission à l'intérieur du pays (volet pistes) y inclus missions exclusives de la CSE	Forfait	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	7 800,0
Input 2 : Frais de mission à l'extérieur (Lomé) (pour volet pistes)	mission	6		1		1		1		1		1		1	4 366,8
Input 3 : Mission SSE (missions exclusives de la CSE)	Pers-jours	0													-
Activité B : Organiser des réunions périodiques avec les prestataires															-
Activité C : Organiser l'évaluation participative des actions du PACER dans les zone d'intervention															-
Input 1: Réaliser l'étude de référence du projet (volet pistes)	étude	1						1							8 000,0
Input 2: Réaliser l'évaluation finale du projet (volet pistes)	étude	0													-
Activité D : Appuyer les composantes techniques du PACER dans le suivi des activités sur le terrain															-

Activité E : Appuyer la cellule de suivi-évaluation du PACER															-
Input 1 : Appui saisie données	Pers-mois	12							2	2	2	2	2	2	2 820,0
TOTAL															**22 986,8**

3.1.2.F Mettre en œuvre des actions de communication sur le programme en collaboration avec les structures compétentes du MAEP

Cette activité va être sans coût particulier en cette première année, en dehors des frais de mission du Responsable de la gestion des savoirs et de la communication (déjà budgétisés plus haut dans les frais de mission de l'équipe du projet au 3.1.2.A). Elle consistera à constituer la roche relative aux images de l'état de départ des ouvrages à réhabiliter.

3.1.2.H Produire périodiquement et à temps, les divers rapports du PACER

Cette activité sans coût relève de la responsabilité du Responsable Suivi Evaluation du projet.

3.1.2.I Développer une synergie avec la CSE du MAEP dans le suivi du PACER

Cette activité sans coût relève de la responsabilité du Responsable Suivi Evaluation du projet.

3.2.1.A Développer et maintenir une stratégie proactive en matière de partenariat

Cette activité est sans coût et relève de la responsabilité du Coordonnateur du ProCaR.

3.2.1.B Promouvoir et rendre dynamique des mécanismes et des cadres de concertation

Cette activité est sans coût et relève de la responsabilité du Coordonnateur du ProCaR.

6. Les principaux risques de mise en œuvre

N°	Type de risque	Mesures préventives
1	Manque de soutien politique à la stratégie nationale de transport rural (SNTR)	Dialogue entre le gouvernement et les divers acteurs en vue de mettre en œuvre des actions retenues pour la réhabilitation/construction des infrastructures de transport rural (ITR)
2	Insuffisance d'entretien et de maintenance des pistes après leur réhabilitation	- Une bonne organisation au sein des comités d'entretien des pistes grâce aux actions d'animation/sensibilisation/information du projet et ; - Leur dotation en matériels d'entretien et ; - L'engagement des Communes dès le début du projet à assurer l'entretien des pistes après leur aménagement

7. Budget & Plan de financement

Le plan de financement des activités budgétisées en 2018 se présentent ainsi qu'il suit (voir tableau à la page suivante) :

- **Composante « Infrastructures rurales »**

Description		Budget															
Code	Composante/Produit/ Activités/Inputs	Unité	Cible 2018	2018													Total FCFA'000
				Jan	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sep	Oct	Nov	Dec		
2	**Composante 2 : Infrastructures rurales**	**%**	**2%**														
2.1	**Subcomponent 2.1 : Pistes rurales**																
2.1.1	Output 2.1.1 : Des zones à haut potentiel productif sont désenclavées	-	-														
		-	-														
2.1.1.A	***Activité A : Appuyer les communautés à la base/mairies dans l'identification des pistes à construire ou à réhabiliter***																
2.1.1.A.1	Input 1 : identifier les pistes retenues pour la réalisation des études de faisabilité																-
2.1.1.B	***Activité B : Recruter les bureaux d'études pour la réalisation des études de faisabilité, des études techniques et le contrôle des travaux***																
2.1.1.B.1	Input 1 : Sélectionner des bureaux d'études pour la réalisation des études de faisabilité. Réaliser l'étude de faisabilité des 250 km de pistes																-

	rurales prévus sur fonds de la BOAD.															
2.1.1.B.2	Input 2 : Poursuivre le lobbying pour l'inscription du PACER dans le portefeuille de projets à financer en 2017 par la BOAD.															-
2.1.1.B.3	Input 3 : Identifier les tronçons prioritaires en fonction des bassins de production retenus pour le développement des filières.															-
2.1.1.B.4	Input 4 :Réaliser les études complémentaires relatives aux aspects hydrologiques et hydrauliques en vue du diménsionnement des ouvrages de franchissement															-
2.1.1.B.5	Input 5 : Lancer l'Appel à manifestation d'intérêts pour la préqualification des bureaux de contrôle et de surveillance des travaux															-
2.1.1.B.6	Input 6 : Payer la redevance à l'ABE pour la validation de l'EIES															-
2.1.1.B.7	Input 7 : Elaboration de la Demande de Propositions pour la sélection (DP) pour la sélection des des bureaux de contrôle et de surveillance des travaux															-
2.1.1.B.8	Input 8 : Sélection des des bureaux de contrôle et de surveillance des travaux et signature des marchés	Bureau d'études	5,00			5										-
2.1.1.B.9	Input 9 :Contrôle et surveillance des	Km	125,00								25,0		50,0		50,0	182 583,7

	travaux par les bureaux d'études															
2.1.1.B.10	Input 10 : Suivi/supervision par les DDAEP	Forfait	0,50								0,2			0,3		26 496,0
2.1.1.B.11	Input 11: Suivi/supervision par la DGR	Forfait	0,50								0,2			0,3		3 920,0
2.1.1.B.12	Input 12 : Suivi environnemental par l'ABE	Forfait	0,50								0,2			0,3		10 000,0
2.1.1.C	***Activité C : Sélectionner les entreprises pour l'exécution des travaux***															-
2.1.1.C.1	Input 1 : Elaboration du dossier d'appel d'offres international (DAOI) pour la sélection des entreprises de réhabilitation/construction de pistes	DAOI	0													
2.1.1.C.2	Input 2 : Elaboration de dossier d'appel d'offres national (DAON) pour la sélection des entreprises de réalisation des travaux de mesures environnementales et sociales	DAON	2	2												
2.1.1.C.3	Input 3: Sélection des entreprises et signature des marchés de travaux de réhabilitation/construction de pistes	Entreprise	5						5							
2.1.1.C.4	Input 4: Sélection des entreprises et ONG partenaires et signature des marchés de travaux de mesures environnementales et sociales : (i) construction de clôture d'écoles et centres de santé, (ii) construction d'un module de 3 salles de classes+bureau+magasin, (iii) sensibilisation sur santé et sécurité et dotation des ouvriers en EPI et	Entreprise /ONG	9						9							

	préservatifs															
2.1.1.C.5	Input 5 : Exécution des travaux de réhabilitation/construction de pistes par les 5 entreprises recrutées à cet effet	Km	125,0								25,0		50,0			2 799 611,09
2.1.1.C.6	Input 6 : Exécution des travaux de construction de 2500 mètres de clôture d'écoles et de centre de santé et d'un module de 3 salles de classes+bureau+magasin, par les 4 entreprises recrutées à cet effet	lot	4,0											2,0		88 880,00
2.1.1.C.7	Input 7 : Conventions avec les 18 Communes pour la fourniture de 25000 jeunes plants d'arbres et le reboisement compensatoire le long des pistes	lot	18,0						4,0	4,0		4,0	6,0			24 500,00
2.1.1.C.8	Input 8 : Exécution des actions de sensibilisation sur les aspects liés à la santé et la sécurité et dotation des ouvriers sur les chantiers en équipements de protection individuelle (EPI) et en préservatifs, par les 5 ONG partenaires recrutées à cet effet	lot	5,0								1,0		2,0			24 300,00
2.1.1.C.9	Input 9 : Acquisition de petits matériels d'entretien des pistes	lot	18							18						69 000,0
2.1.1.C.10	Input 10 : Salaire du Chef projet	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		15 600,0
2.1.1.C.11	Input 11 ; Salaire du Responsable de la composante	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		13 200,0

2.1.1.C.12	Input 12 : Salaire du Comptable	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		10 800,0
2.1.1.C.13	Input 13: Salaire du chauffeur	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		3 600,0
2.1.1.C.14	Input 14 : Part patronale	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		4 800,0
2.1.1.D	***Activité D : Mettre en place et former les comités de gestion et d'entretien des pistes réalisées***															-
2.1.1.D.1	Input 1 : Mettre en place les comité de gestion des pistes	Comité	18							18						-
2.1.1.D.2	"Input 2 : Formation des membres de comités communaux d'entretien des pistes et des agents des DDAEP, de l'UCP et de la CNTR, en techniques d'entretien de pistes rurales	personne	46								14		14		18	23 000,0
	Sous-total Sous-composante 2.1:															**3 300 290,8**
	Total Composante 2															**3 300 290,8**

- **Composante « Coordination et Gestion du Partenariat stratégique »**

Description		Budget															
Code	Composante/Produit/ Activités/Inputs	Unité	Cible 2018	2018													Total FCFA'000
				Jan	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sep	Oct	Nov	Dec		
3	Composante 3 : Coordination et gestion du partenariat stratégique	%	12%														
		%	12%														
3.1	Sous-composante 3.1 :																
3.1.1	Produit 3.1.1 : La mobilisation des ressources, la planification des activités et leur mise en œuvre sont efficaces et efficientes																
		%	100%														
3.1.1.A	***Activité A : Faire valider le PTBA par le CNP***																-
3.1.1.B	***Activité B : Elaborer régulièrement les DRF et les DANO***																-
3.1.1.C	***Activité C : Produire annuellement les états financiers***																-
3.1.1.D	***Activité D : Faire annuellement l'inventaire du patrimoine du PACER***																-

3.1.1.E	***Activité E : Réaliser annuellement les audits financiers et comptables du PACER***															-
3.1.1.E.1	Input 1 : Appui à la mise en place d'un système de contrôle financier interne		0													-
3.1.1.E.2	Input 2 : Audit annuel des comptes du PACER (2016)		1						1							5 000,0
3.1.1.F	***Activité F : Suivre la reconstitution du compte spécial***															-
3.1.1.F.1	Input 1 :		0													-
3.1.1.G	***Activité G : Assurer la gestion matérielle et financière de l'UCP et des URA conformément au manuel de procédure administrative, financière et comptable***															-
3.1.1.G.1	Input 1 : Véhicule 4X4 double cabine HT (volet pistes)	unité	1							1						18 000,0
3.1.1.G.2	Input 2 : Ordinateurs (volet pistes)	unité	2							2						1 500,0
3.1.1.G.3	Input 3 : Carburant véhicule (volet pistes)	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	20 088,0
3.1.1.G.4	Input 4 : Lubrifiants (volet pistes)	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1 080,0
3.1.1.G.5	Input 5 : Entretien et réparation (volet pistes)	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1 800,0
3.1.1.G.6	Input 6 : Electricité, eau, fournitures de bureau, téléphone (volet pistes)	Mois	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	6 000,0
3.1.1.H	***Activité H : Veiller à un bon cadrage et à une bonne articulation des activités***															-

	des composantes															
3.1.1.I	***Activité I : Evaluer périodiquement le personnel du projet***															-
3.1.1.J	***Activité J : Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités du personnel du PACER***															-
3.1.2	Produit 3.1.2 : Le système de suivi-évaluation du projet est performant	%	100%													
		Appréciation	Satisfaisant													
		Visites	4													
		Evaluation	1													
3.1.2.A	**Activité A** : Suivre la mise en œuvre des activités par les prestataires															
3.1.2.A.1	Input 1 : Frais de mission à l'intérieur du pays (volet pistes) **y inclus missions exclusives de la CSE**	Forfait	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	7 800,0
3.1.2.A.2	Input 2 : Frais de mission à l'extérieur (Lomé) (pour volet pistes)	mission	6		1		1		1		1		1		1	4 366,8
3.1.2.A.3	Input 3 : Mission SSE (missions exclusives de la CSE)	Pers-jours	0													-
3.1.2.B	**Activité B** : Organiser des réunions périodiques avec les prestataires															-
3.1.2.C	**Activité C** : Organiser l'évaluation participative des actions du PACER dans															-

	les zones d'intervention															
3.1.2.C.1	Input 1: Réaliser l'étude de référence du projet (volet pistes)	étude	1						1							8 000,0
3.1.2.C.2	Input 2: Réaliser l'évaluation finale du projet (volet pistes)	étude	0													-
3.1.2.D	**Activité D** : Appuyer les composantes techniques du PACER dans le suivi des activités sur le terrain															
3.1.2.E	**Activité E** : Appuyer la cellule de suivi-évaluation du PACER															
3.1.2.E.1	Input 1 : Appui saisie données	Pers-mois	12							2	2	2	2	2	2	2 820,0
3.1.2.F	**Activité F** : Mettre en œuvre des actions de communication sur le programme															
3.1.2.G	**Activité G** : Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication des acquis volet pistes du PACER															
3.1.2.H	**Activité H** : Produire périodiquement et à temps, les divers rapports du PACER															
3.1.2.I	**Activité I** : Développer une synergie avec la CSE du MAEP dans le suivi du PACER															
	Sous-total Sous-composante 3.1 :															**76 454,8**
	Sous-composante 3.2 :															

	Produit 3.2.1 : Une complémentarité/synergie des actions entre le projet et les partenaires stratégiques est assurée															
3.2.A	**Activité A** : Développer et maintenir une stratégie proactive en matière de partenariat															
3.2.B	**Activité B** : Promouvoir et rendre dynamique des mécanismes et des cadres de concertation															
	Sub-total Subcomponent 3.2 :															-
	Total Component 3															**76 454,8**

- **Récapitulatif du budget des composantes par source de financement (Tableaux récapitulatifs)**

- Récapitulatif du budget des Composantes par source de financement

Description		Sources de financement							
Code	Component	GOUV		Bénéf		BOAD		Total	
		%	FCFA '000	%	FCFA '000	%	FCFA '000	%	FCFA '000
2	Composante 2 : Infrastructures rurales	19,39%	639 914,44	-	-	80,61%	2 660 376,36	97,74%	3 300 290,80
3	Composante 3 : Coordination et gestion du partenariat stratégique	4,93%	3 766,04	-	-	95,07%	72 688,76	2,26%	76 454,80
	Total	19,1%	643 680,484	0,0%	-	80,9%	2 733 065,115	100,0%	3 376 745,598

Pour cette phase de démarrage de la mise en œuvre du volet « pistes rurales » du PACER, la BOAD est le principal contributeur avec 80,9% du budget 2018 contre 19,1% pour le Gouvernement.

L'analyse par composante montre que la composante 2 (Infrastructures rurales) occupe 97,74% du budget contre 2,26% pour la composante 3 (Coordination et gestion du partenariat stratégique).

- Budget par catégorie de financement et par bailleurs

Catégories de dépenses par source de financement

Description		Sources de financement							
	Category of Expenditures	GOUV		Bénéf		BOAD		Total	
		%	FCFA '000	%	FCFA '000	%	FCFA '000	%	FCFA '000
I	Infrastructures	21%	615 914,44		-	79%	2 272 576,65	86%	2 888 491,09
II	Moyens de transport		-				18 000,00		18 000,00
III	Matériels et équipement	25%	24 000,00			75%	71 000,00	3%	95 000,00
IV	Fonds d'appui aux filières	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-
V	Etudes, formation et assistance technique à l'exclusion des activités financées par d'autres bailleurs		-			100%	79 236,00	2%	79 236,00
VI	Contrats de prestation de services à l'exclusion des activités financées par d'autres bailleurs		-				206 883,71	6%	206 883,71
VII	Salaires	0%	-			100%	60 166,80	2%	60 166,80
VIII	Entretien et fonctionnement	13%	3 766,04			87%	25 201,96	1%	28 968,00
	Total	19,1%	643 680,484	0,0%	-	80,9%	2 733 065,115	100%	3 376 745,598

La répartition par catégorie de dépenses indique que la catégorie 1 (Infrastructures) est la plus sollicitée par le budget 2018 avec un pourcentage de 86%. Elle est suivie de la catégorie 6 « Contrats de prestation de services à l'exclusion des activités financées par d'autres bailleurs » (6%), de la catégorie 3 « Matériels et équipements »

(3%), de la catégorie 5 « **Etudes, formation et assistance technique à l'exclusion des activités financées par d'autres bailleurs**» (2%) et de la catégorie 7 « Salaires » (2%) et de la catégorie 8 « Entretien et fonctionnement » (1%).

- Budget par catégorie de financement et par composante

Catégories de dépenses par composante (toutes sources confondues)

Code	Catégorie de dépenses	Composantes		Total (FCFA '000)
		Composante 2 : Infrastructures rurales (FCFA '000)	Composante 3 : Coordination et gestion du partenariat stratégique (FCFA '000)	
I	Infrastructures	2 888 491,089	0	2 888 491,089
II	Moyens de transport	0	18 000	18 000
III	Matériels et équipement	93 500	1 500	95 000
IV	Fonds d'appui aux filières	0	0	0
V	Etudes, formation et assistance technique à l'exclusion des activités financées par d'autres bailleurs	63 416	15 820	79 236
VI	Contrats de prestation de services à l'exclusion des activités financées par d'autres bailleurs	206 883,709	0	206 883,709
VII	Salaires	48 000	12 166,8	60 166,8
VIII	Entretien et fonctionnement	0	28 968	28 968
	Total (FCFA)	**3 300 290,798**	**76 454,8**	**3 376 745,598**

8. Plan de suivi-évaluation

- Description du mécanisme existant

Le système de suivi évaluation mis en place au niveau du MAEP et dont la création a été soutenue par le FIDA en partenariat avec certains PTF, est à présent fonctionnel et permet un suivi rapproché des programmes de développement du secteur. Le responsable du SE du ProCaR participe activement au fonctionnement de la cellule de SE du MAEP, l'alimente régulièrement en données nécessaires au suivi des réalisations.

Le système de SE en place au niveau du PACER s'appuie sur un Système d'information et de suivi (SIS) qui est activé à la base au niveau des URA (qui eux même s'appuient sur les OPP et les OPS pour la collecte des données) chargées de la collecte de l'ensemble des informations de réalisation des programmes et qui assurent la remontée des informations au niveau de l'UCP pour son traitement et l'élaboration des tableaux de bord et des rapports destinés aux utilisateurs finaux (coordinateur, CSE du MAEP, CeRPA, bailleurs). Ce système s'appuie aussi sur les enquêtes de référence et d'impact devant être réalisées par le programme.

Les outils de gestion des données sont constitués d'une base de données informatisée qui est déjà opérationnelle. La saisie de base sera faite au niveau des URA, l'accès WEB permettra à tous les acteurs du système d'accéder aux données quel que soit leur lieu de résidence ; pourvu qu'ils disposent d'une connexion internet. Les gestionnaires de la base pourront la mettre à jour à partir de n'importe quel point du territoire national.

Le système de suivi évaluation du PACER s'organisera donc de la manière suivante.

Au niveau de l'URA. L'intégration du projet PACER dans le ProCaR entraîne une répartition des tâches entre les cadres au niveau de l'URA. L'assistant recruté pour le suivi des programmes du PACER suivra les activités des SAE dans leurs activités d'encadrement des MPE et d'appui aux filières (formations pour les MPE, les appuis conseil et les actions d'accompagnement effectuées, les financements obtenues et les investissements réalisés par les MPE, les OP organisées par type et formées, les infrastructures réalisées, les personnes mobilisées, etc.). Le responsable de l'URA suivra les OPP et les OPS pour le suivi des actions en direction des villages cibles et des populations et des groupements. Ces données sont transmises à l'UCP mensuellement avec un rapport d'avancement.

Au niveau de l'UCP. Les données sont saisies dans la base de données et traitées par l'assistant du SE pour l'établissement de tableaux de bords servant au responsable du SE à la rédaction des rapports et l'analyse de l'avancement du Programme. La base de données du PACER est adaptable aux besoins. Son paramétrage sera réalisé avant le démarrage du volet « pistes rurales » au même titre que la remise à jour du manuel de procédures.

Les indicateurs de résultats et d'impact. Au cours des trois premières années, les rapports d'avancement présenteront les données de 1er niveau du système RIMS du FIDA. A partir de la 3è année, les indicateurs de 2è niveau mesurés à partir d'enquêtes spécifiques ou d'évaluations participatives seront également présentés.

L'évaluation des résultats et d'impact. Les indicateurs de 3è niveau qui sont les indicateurs d'impacts seront déterminés à travers des enquêtes d'impact réalisées en fin de Projet en s'appuyant sur les

enquêtes de référence. Les indicateurs d'impact ont été identifiés dans le cadre logique du Programme. Ils concernent les indicateurs de la SCRP et des OMD du pays et sont conformes aux indicateurs RIMS du FIDA. Les enquêtes de référence seront nécessaires pour mesurer les valeurs initiales des résultats et l'impact du Projet, et concerneront les enquêtes sur les MPE et l'offre d'appui des SAE, l'évaluation des organisations professionnelles. Les enquêtes d'impact viseront principalement à évaluer: (i) l'impact sur les MPE et l'environnement économique: les emplois directs et indirects créés, l'évolution de la production et de la valeur ajoutée, les revenus distribués et l'évolution des quantités commercialisées; (ii) l'impact sur le développement des services d'appui: les emplois créés et l'évolution du chiffres d'affaires; (iii) l'impact sur la durabilité du marché et la rentabilité: pourcentage des MPE viables après trois ans, évolution du chiffres d'affaires des MPE opérationnelles et rentabilité des SAE.

Tout le système fonctionnera de manière à renseigner les indicateurs propres au projet PACER, mais aussi le Système de suivi-évaluation du MAEP qui se préoccupe de l'évaluation des résultats et des impacts des projets/programmes du MAEP et de la contribution de ce secteur dans l'atteinte des objectifs de la SCRP. Pour ce faire, le projet PACER travaillera en étroite collaboration avec la Direction de la Programmation et de la prospective (DPP) du MAEP et de l'Observatoire du changement social (OCS) chargé du suivi de la SCRP.

- Plan de suivi d' impact

Une étude de référence doublée d'une enquête SYGRI a été réalisée en 2014. Cette étude a permis de mesurer les valeurs initiales indicateurs d'impact y compris les indicateurs SYGRI afin d'évaluer les progrès accomplis par le projet. L'étude a mesuré les indicateurs d'effet et d'impact contenus dans le cadre de mesure de rendement présenté en annexe 3.

- Quelques spécificités du suivi-évaluation des résultats de développement du volet « pistes rurales » financé par la BOAD

Au cours de la mise en œuvre du projet

Dans le cadre du suivi-évaluation trimestrielle, l'emprunteur devra transmettre les fiches de reporting trimestriel des résultats de développement par sous projets financés en vue de permettre l'analyse du portefeuille financé à partir de la ligne de crédit. En outre, la Banque conduira une analyse de l'état d'exécution et des résultats de développement (EERD) une fois l'an. Il s'agit d'un examen de plusieurs facteurs standardisés permettant d'obtenir une opinion fondée (notation) en vue d'apprécier la vraisemblance d'apparition des résultats de développement dans les délais et les cibles prévus à l'instruction du projet.

Au cours de cette période, les indicateurs clés d'effets à court et moyen termes figurant dans le cadre logique seront collectées pour, en partie, rendre compte de la durabilité des effets générés par le projet.

Evaluation rétrospective

Par ailleurs, une évaluation rétrospective de performances sera réalisée au moins deux ans après la fin d'exécution du projet. Enfin, la BOAD pourrait conduire une évaluation d'impacts socioéconomiques ou une évaluation thématique prenant en compte le projet.

Annexes

9. Annexe 1 : Cadre logique axé sur les résultats de développement du Prêt BOAD pour le "Volet Pistes Rurales"-PACER

CHAINE DES RESULTATS		INDICATEURS DE PERFORMANCE				
		Indicateurs (libellé - unité)	**Données de base**	**Cibles**	**Moyens de vérification**	**Risques et mesures d'atténuation**
EFFETS A LONG TERME	**Eff LT 1 :** Contribution à la croissance économique et la réduction de la pauvreté	Indice de bien des ménages dans les villages encadrés	2016: ad	2018: à déterminer (ad)	INSAE-UCP-MAEP: Enquête QIBB	**Risque :** manque de soutien politique à la stratégie de développement du secteur coton et instabilité socioéconomique **Mesure d'atténuation :** Dialogue entre le gouvernement et les divers acteurs de la filière du coton en vue de mettre en oeuvre des actions retenues pour les différentes campagnes cotonnières ainsi que le raffermissement de la cohésion sociale au niveau national.
EFFETS A COURT ET MOYEN TERME	**Eff 1** :Accroissement de la production	Couverture en besoins céréaliers des ménages ruraux	2011: ad	2018: ad	- UCP - MAEP: fiche de suivi-évaluation de 2015 à 2018 - Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapport à mi-parcours - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports DPLR Rapports des OP - Rapport d'enquêtes auprès d'échantillons d'OP, d'IF, de MPE et d'AGR agricoles	**Risque** : difficultés de commercialisation de la Production **Mesure d'atténuation** : Assurer la réhabilitation des pistes rurales pour le transport des produits vers les marchés locaux
		Production de riz Paddy	2011: 0	2018: 1 200 t -		
	Eff 2: Amélioration des revenus	Production de produits maraîchers	2011: 0	2018: 3 600 t -		
		Revenu par ha de riz	2011: 81 764	2018: 352 375 -		
		Revenus distribués	2011: 2 000 000 -	2018: 11 000 000		
	Eff 3: Promotion de l'emploi	Bénéficiaires du projet (nb)	2011: 0 -	2018: 722 166		
		Bénéficiaires du projet - femmes (nb)	2011: 0	2018: 368 305		
		Emplois générés au cours de la mise en oeuvre (nb)	2011: 0	2018: 200 -		
		Emplois directs créés par les MPE	2011: 0	2018: ad -		
		Emplois directs créés par les MPE (Femmes)	2011: 0	2018: ad		
		Emploi indirects et induits	2011: 0	2018: ad		
	Eff 4: Promotion de l'entreprenariat et de la	Production des petites er micro entreprises financées	2011: ad	2018: 80%		

	mise en marché	commercialisée				
PRODUITS	**Ext1** : Accroissement de la capacité de production	Terres agricoles aménagées ou réhabilitées	2011: 0	2018: 405 Ha	- Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapports périodiques du projet	
	Ext2 : Amélioration des infrastructures	Capacité de stockage construite ou réhabilitée	2011: 0	2018: 6 494 m²		
		Infrastructures de marché en service après 3 ans	2011: 0	2018: ad		
		Centres d stockage en service après 3 ans	2011: 0	2018: ad		
		Pistes rurales réhabilitées	2011: 0	2018: 250 km		
	Ext3: développement du secteur privé	Micro et petites entreprises créées	2011: 0	2018: 400		
		Activités génératrices de revenus promues	2011: 0	2018: 200		
	COMPOSANTES (millions FCFA Cout Hors Taxes- CHT)					**RESSOURCES (Millions FCFA Coût Hors Taxe -CHT)**
ACTIVITES/ COMPOSANTES	**- Appui au développement des filières**		**11 180**	**52%**		**1. BOAD : 6 500 (30,2%)** **2. FIDA: 8 055 (37,4%)** **3. IMF: 4 804 (22,3%)** **4. Bénéficiaires: 1 401 (6,5%)** **5: Etat Béninois: 766 (3,6%)**
	- Développement des infrastructures rurales		**8 488**	**39%**		
	- Unité de coordination et de gestion du projet		**1 318**	**6%**		
	- Imprévus		**541**	**3%**		
	Total HT		**2 1 526**	**100%**		**TOTAL HT : 21 526 (100,0%)**

10. Annexe 2 : CADRE DE MESURE DE RENDEMENT

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS CLES			METHODES DE COLLECTE DE DONNEES	FREQUENCE DE COLLECTE DE DONNEES	RESPONSABLES	SOURCES DE VERIFICATION	RESSOURCES ($ US)	RISQUES
	INTITULES INDICATEURS	BASES	CIBLES 2016						
Objectif général : Contribuer à la mise en place des conditions nécessaires à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté en milieu rural	Pourcentage de ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté d'ici à 2016			Enquêtes Examen documentaire	Mi-parcours Fin de projet	CSE	- Rapport d'étude d'impact finale du PADER dans les villages retenus par le PACER - Rapport d'étude de référence dans les 20 nouveaux villages du PACER - Rapport d'étude d'impact à mi-parcours et finale du PACER - Etudes et enquêtes du SCRP - Rapport EMICoV - Rapport EDS	160 000	- Sécurité dans les zones d'intervention - Faiblesse du système statistique national
	Diminution du taux d'insuffisance pondérale (Poids par âge) des enfants de zéro à cinq ans de 1 point d'ici 2016								
	Diminution du taux de malnutrition aigüe (Poids par taille) des enfants de zéro à cinq ans de 1 point d'ici 2016								
	Diminution du taux de malnutrition chronique (Poids par taille) des enfants de zéro à cinq ans de 1 point d'ici 2016								
	Le taux de croissance du sous- secteur agriculture s'est accru								
Composante 1: APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES									
Sous-composante 1 : PROFESSIONNALISATION DES ACTEURS									
Effet 1 : Renforcer la structuration et les capacités des organisations professionnelles agricoles et extra-agricoles et améliorer les performances techniques et économiques des MPE et des AGR agricoles ou extra	Au moins 80% des organisations professionnelles des filières retenues sont fonctionnelles	0%	80%	Examen documentaire des MPE et AGR	Annuel	CSE	- Rapport de l'enquête de référence du projet - Rapport du diagnostic préliminaire pour l'évaluation de l'offre et de la demande de services - Rapports d'évaluation à mi-parcours	PM	Non disponibilité des rapports
	Les organisations professionnelles agricoles et extra-agricoles	0%		Examen documentaire Audit du portefeuille	Annuelle				

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS CLES			METHODES DE COLLECTE DE DONNEES	FREQUENCE DE COLLECTE DE DONNEES	RESPONSABLES	SOURCES DE VERIFICATION	RESSOURCES ($ US)	RISQUES
	INTITULES INDICATEURS	BASES	CIBLES 2016						
agricoles	fonctionnelles offrent des services dans au moins 70% des villages de concentration (i.e des bassins de production) du PACER.			des MPE et AGR	Tous les deux ans		- Rapport de l'étude d'impact finale - Rapports d'activités du projet - Rapports des opérateurs partenaires - Données statistiques (CCIB ; ADex, etc.) - Données statistiques de l'INSAE - Rapports de la cellule de SE du MAEP - Etats financiers des MPE - Rapports des Unions Interprofessionnelles des filières - Rapports des contrôles effectués par la DANA et DPQC - Rapports de supervision - Rapports et bilans d'activités du Programme - Rapports des IMF impliquées - Rapports de la Cellule de Micro finance du MMEJF Base de données des AGR et MPE	34 000	
	Les organes de décision des OP comportent au moins 30% de femmes et au moins 30% de jeunes	0	30%	Examen documentaire	Annuelle			PM	
	Le chiffre d'affaires moyen des MPE et des AGR appuyées financièrement et techniquement s'est accru de 25 % à la fin du projet.	0	25%	Examen documentaire	Annuelle				
	Le taux de rentabilité moyen des MPE et des AGR appuyées financièrement et techniquement a augmenté de 10% à la fin du projet								
	800 emplois directs nouveaux créés par les MPE et les AGR								
	Le rendement à l'ha dans les filières appuyées s'est accru de XX%								

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS CLES			METHODES DE COLLECTE DE DONNEES	FREQUENCE DE COLLECTE DE DONNEES	RESPONSABLES	SOURCES DE VERIFICATION	RESSOURCES ($ US)	RISQUES
	INTITULES INDICATEURS	BASES	CIBLES 2016						
Effet 1 : Renforcer la structuration et les capacités des organisations professionnelles agricoles et extra-agricoles et améliorer les performances techniques et économiques des MPE et des AGR agricoles ou extra agricoles	Le rendement à l'ha dans les filières appuyées s'est accru de XX%								
	La production s'est accrue de 5% au niveau des promoteurs de microprojets de production végétale								
	La quantité de matières premières transformées s'est accrue de 5% au niveau des promoteurs de microprojets de transformation								
	La quantité de produits finis issus de la transformation s'est accrue de 5% au niveau des promoteurs de microprojets de transformation								
	La qualité des produits finis issus de la transformation s'est améliorée								
Produit 1.1:La productivité et l'organisation des acteurs des filières appuyés se sontaméliorés	Au moins 80% des MPE/AGR appuyés ont reçu des formations sur les itinéraires techniques de production	0	Au moins 80%	Examen documentaire	Semestrielle	R/ADF	- Rapports de suivi (Cellule S&E) - Rapports périodiques du projet - Rapport à mi-parcours - Enquêtes auprès d'échantillons de MPE et AGR - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Les PV des CNA et CRA	PM	Non disponibilité des rapports
	Au moins 80% des MPE/AGR appuyés ont reçu des formations sur les itinéraires techniques de production	0	Au moins 80%	Examen documentaire	Semestrielle				
	Au moins 80% des OP des producteurs, des	0	Au moins 80%	Examen documentaire	Semestrielle				

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS CLES			METHODES DE COLLECTE DE DONNEES	FREQUENCE DE COLLECTE DE DONNEES	RESPONSABLES	SOURCES DE VERIFICATION	RESSOURCES ($ US)	RISQUES
	INTITULES INDICATEURS	BASES	CIBLES 2016						
	transformateurs et des commerçants existantes au niveau des filières promues sont formalisées d'ici la fin du projet								
Produit 1.2: Promotion de l'entrepreneuriat et la mise en marché	Au moins 75% des produits commercialisés par les bénéficiaires respectent les normes de qualité requise par le marché	0	75%	Examen documentaire	Semestrielle	R/ADF	- Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapports périodiques du projet - Rapport à mi parcours - Enquêtes auprès d'échantillons de MPE - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports d'activités des IF / IMF Rapport d'audit des comptes des promoteurs	PM	Non disponibilité des rapports
	Au moins 80 % de la production des petites et micro-entreprises agricoles financées est commercialisée	0	Au moins 80%	Examen documentaire					
SOUS COMPOSANTE 2 : FACILITATION DE L'ACCES AU FINANCEMENT									
Effet 2 : Faciliter l'accès des MPE et des AGR agricoles ou extra agricoles au financement	Les IF / IMF ont participé au mécanisme de financement à hauteur de 70% des besoins de crédit des promoteurs à la fin du PACER	A déterminer	70%	Examen documentaire	Annuelle	R/ADF	- Rapport d'évaluation à mi parcours - Rapport de l'étude d'impact finale du PACER - Rapports de supervision - Rapports et bilans d'activités du Programme - Rapports de suivi évaluation du PACER - Rapport d'activités des Organisations Professionnelles agricoles et extra-agricoles - Rapports de la cellule de SE du MAEP	PM	Non disponibilité des rapports
	Au moins 60% des promoteurs de microprojets ont leurs besoins de crédit satisfaits.	A déterminer	Au moins 60%	Examen documentaire	Annuelle	R/ADF			

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS CLES			METHODES DE COLLECTE DE DONNEES	FREQUENCE DE COLLECTE DE DONNEES	RESPONSABLES	SOURCES DE VERIFICATION	RESSOURCES ($ US)	RISQUES
	INTITULES INDICATEURS	BASES	CIBLES 2016						
Produit 2.1.: Les Institutions Financières ont reçu des appuis à la professionnalisation pour l'offre de crédit agricole de moyen terme	Le fonds d'appui aux filières et la ligne de crédit FAAR sont exécuté à 80% au moins à fin 2016	0	80%	Examen documentaire	Annuelle		- Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapports périodiques du projet - Rapport à mi-parcours - Rapport d'enquêtes auprès d'échantillons d'OP - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports DPLR - Rapports des OP	PM	Non disponibilité des rapports
	100% du montant de crédit à mettre en place à travers les IF partenaires du FNM ont été octroyés aux promoteurs du PACER	0	100%	Examen documentaire	Annuelle				
Produit 2.2 : Les MPE et AGR rurales ont accès au soutien financier du Fonds d'Appui aux filières	400 MPE et 200 AGR ont reçu un appui à la formulation de microprojets approuvés	0	80%	Examen documentaire	Annuelle	R/ADF	- Rapport d'enquêtes auprès d'échantillons d'OP, d'IF, de MPE et d'AGR agricoles - Rapports de suivi (cellule S&E) - Rapports périodiques du projet - Rapport à mi parcours - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports DPLR - Rapports des OP - Rapports de formation		Non disponibilité des rapports
	Au moins 80% des 400 MPE et 200 AGR sélectionnés ont bénéficié de l'appui financier du Fonds d'ici la fin du projet.	0	Au moins 80%	Examen documentaire					
COMPOSANTE 2: *INFRASTRUCTURES RURALES*									
Effet 3- Améliorer l'accès aux infrastructures d'appui à la production et à la mise en marché.	291 ha aménagés sont effectivement exploités à la fin du projet dans les villages d'intervention du PACER	0	291 ha	Examen documentaire :	Annuelle	R/IR	- Rapport d'évaluation à mi parcours - Rapport de l'étude d'impact finale du PACER - Rapports de supervision - Rapports et bilans d'activités du Programme - Rapports de suivi évaluation du PACER - Rapport d'activités des ADV et des	PM	Non disponibilité des rapports
	Au moins 1200 producteurs exploitent les bas fonds aménagés dans les villages d'intervention du PACER	0	1 200	Examen documentaire	Annuelle				

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS CLES			METHODES DE COLLECTE DE DONNEES	FREQUENCE DE COLLECTE DE DONNEES	RESPONSABLES	SOURCES DE VERIFICATION	RESSOURCES ($ US)	RISQUES
	INTITULES INDICATEURS	BASES	CIBLES 2016						
	La production s'est accrue de 5% au niveau des exploitants des bas-fonds aménagés	0	5%	Examen documentaire Enquête de terrain	Mi-parcours et fin du projet	CSE	mairies - Rapports de la cellule de SE du MAEP	24 000	Sécurité dans les zones d'intervention Non disponibilité des rapports
	Le nombre de moyens de transport (par type) utilisant les pistes aménagées a augmenté de 10% à la fin du projet	0	Au moins 80%	Examen documentaire	Annuelle	R/IR		PM	Non disponibilité des rapports
Produit 3.1 : Des zones à haut potentiel productif sont désenclavées	Km de pistes rurales construites / réhabilitées	0	250 Km	Examen documentaire	Annuelle	R/IR	- Rapports d'activités périodiques - Rapports de supervision - Contrats signés et P.V. de réception - Rapport à mi parcours - Rapports des services techniques des mairies - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports de la DGR, des CeRPA et de la DGTP	PM	Non disponibilité des rapports
Produit 3.2: Le potentiel productif irrigable est aménagé	403 ha de bas-fonds aménagés à la fin du projet	0	403 ha	Examen documentaire	Annuelle	R/IR	- Rapports d'activités périodiques - Rapports de supervision - Contrats signés et P.V. de réception - Rapport à mi parcours - Rapports des services techniques des mairies - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports de la DGR et des	PM	Non disponibilité des rapports

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS CLES			METHODES DE COLLECTE DE DONNEES	FREQUENCE DE COLLECTE DE DONNEES	RESPONSABLES	SOURCES DE VERIFICATION	RESSOURCES ($ US)	RISQUES
	INTITULES INDICATEURS	BASES	CIBLES 2016						
							CeRPA		
Produit 3.3: Des infrastructures de collecte primaire, de stockage, et de mise en marché sont réalisées	5.478 m² d'infrastructures marchandes réalisées d'ici la fin du projet	0	5.478 m²	Examen documentaire	Annuelle	R/IR	- Rapports d'activités périodiques - Rapports de supervision - Contrats signés et P.V. de réception - Rapport à mi parcours - Rapports des services techniques des mairies - Rapports de suivi de la DPP/ MAEP - Rapports de la DGR et des CeRPA	PM	Non disponibilité des rapports

PLAN DE PASSATION DE MARCHE
(voir Fichier Excel)

BUDGET DETAILLE

(voir Fichier Excel)